

La guerre du Golfe et ses enseignements

par le général d'armée aérienne (2S) Jean FLEURY,
ancien chef d'état-major de l'armée de l'air.

Le général Fleury rappelle que pendant la guerre du Golfe, si les relations interarmées sur le terrain ont été aisées dès le départ, au niveau de l'état-major des armées, l'organisation des chaînes de commandement a amené à des décisions incohérentes, jusqu'à la création par le Président de la République, d'un Conseil de défense réunissant les quatre chefs d'état-major. En revanche, les contraintes spécifiques des armées de l'air leur ont permis de s'entendre dès le début des opérations. Selon lui, l'opération *Tempête du désert* a été une réussite parce que la stratégie générale a su combiner les stratégies des différentes armées, en prenant en compte les apports de chacun et leurs règles d'emploi.

Général (2S) Jean Rannou

Nous commencerons par la guerre du Golfe, avec le général Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air à cette époque, qui a récemment publié deux ouvrages – *Les guerres du Golfe* et *Le borbier afghan*.

Général (2S) Jean Fleury

S'agissant du calendrier de l'opération, le 2 août 1990, les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït. Le 15 septembre 1990, après le sac de la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït City, le président de la République, François Mitterrand, prend la décision d'envoyer une division et trente avions de combat en Arabie Saoudite pour participer si besoin est aux opérations militaires de libération du Koweït. Le 29 novembre 1990, la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies demande à tous les États de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, y compris les moyens militaires, pour la libération du Koweït. Le début des opérations militaires intensives contre l'Irak intervient le 17 janvier 1991. Le 24 février débute l'offensive massive terrestre. Enfin, le 28 février, le président Georges H. Bush décide de l'arrêt des combats. Avant le 17 janvier, les forces aériennes menaient déjà une veille particulièrement active pour éviter un raid aérien irakien.



CESA

De même, les forces terrestres surveillaient activement la frontière.

Sur le terrain, les relations interarmées ont été aisées comme elles le sont toujours entre les trois armées. J'ai cependant rencontré de sérieux problèmes au niveau de l'état-major des armées car, dans les différentes chaînes de commandement et d'organisation, chaque poste n'est tenu que par un officier qui relève forcément du milieu marin, terrestre ou aérien et qui ne connaît pas bien les spécificités des autres armées. C'est ainsi que le sous-chef Opérations de l'état-major des armées a arrêté le décollage des *Transall* qui préparaient la mise en place de l'aviation de combat à Al-Ahsa parce qu'il n'avait pas saisi que ces avions devaient faire une escale pour leur chargement. Les aviateurs se sont alors retournés vers moi. Le 17 janvier, ce type de problème a été

réglé. Le président de la République a décidé de tenir chaque soir un conseil de défense réunissant les quatre chefs d'état-major. Une réunion préparatoire se tenait dès lors sous l'égide du chef d'état-major des armées. Cette nouvelle organisation a permis de régler tous les problèmes dans une relative sérénité. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé, lorsque la paix est revenue, que le chef d'état-major de l'armée de l'air devienne le conseiller « air » du CEMA pour la conduite des opérations. On m'a bien sûr ri au nez.

En ce qui concerne les relations internationales entre les armées de l'air, elles se sont révélées faciles car l'osmose entre l'armée de l'air française, l'*US Air Force* et la *Royal Air Force* est fondée sur des relations très anciennes. N'oublions pas que notre armée de l'air s'est rebâtie à partir de 1940 avec l'aide des Alliés, que de nombreux pilotes ont été formés aux États-Unis et au Canada suite à la première guerre mondiale puis dans le cadre de l'OTAN. Nous menons toujours beaucoup d'échanges de personnel et d'escadrons, de même que des exercices communs, en particulier l'exercice *Red Flag*, effectué dans le Nevada ; des armées de l'air de nombreux pays y participent. Les chefs d'état-major ont entretenu des relations fréquentes et très amicales au sein de l'OTAN et de l'Europe, celles au sein de notre continent ayant été institutionnalisées après mon départ. J'ai même eu la chance, trois mois après la libération du Koweït, de passer une journée en tête à tête avec mon homologue soviétique, le général Chapochnikov. J'ai constaté à cette occasion que nous avions rigoureusement le même point de vue sur le comportement de Saddam Hussein et la non-utilisation de son armée de l'air, la conduite des opérations, les problèmes de fermeture des bases, de sécurité des vols et d'entraînement. Entre les aviateurs, « le courant passe » car nos contraintes se révèlent très spécifiques mais ne diffèrent pas d'une armée de l'air à l'autre.

Enfin, la stratégie générale doit combiner les stratégies terrestre, navale et aérienne pour obtenir les effets escomptés. Ce n'est pas une

armée particulière qui gagne la guerre mais le chef d'orchestre qui va gagner, en combinant les emplois *optima* des différentes armées pour parvenir au résultat voulu. Le non-stratège est celui qui néglige les apports des différentes armées ou méconnaît leurs règles d'emploi, comme le général Gamelin, qui avait accepté en 1940 le morcellement de l'armée de l'air. La maxime de base de Saddam Hussein, évoquée par le colonel Warden, a eu les mêmes effets.

Ma présentation de la stratégie aérienne, en 1990, trois mois avant l'invasion du Koweït, m'avait valu des remarques acerbes et des critiques véhémentes. Quelqu'un a même demandé au ministre de la Défense de l'époque de me réprimander. Je remercie monsieur Chevènement de ne pas l'avoir fait.

La stratégie aérienne s'articule autour de trois phases :

- ✓ **Maîtriser le ciel.** Il faut impérativement que nos avions disposent de la liberté d'agir et de détruire les positions ennemies, sans être attaqués par l'aviation adverse, et puissent interdire à cette dernière d'agir.
- ✓ **Préparer l'engagement terrestre** qui, dans ce cadre, s'est avéré nécessaire à la libération du Koweït, par des actions dans la profondeur.





DR

Mirage 2000-N pendant l'exercice Red Flag dans le Nevada, 1992.

✓ **Appuyer cet engagement**, si besoin est par de l'appui rapproché qui ne doit pas être négligé ; mais il n'est possible que si l'on dispose de la maîtrise du ciel et donc que l'aviation ennemie ait été affaiblie.

De plus, il existe deux règles d'emploi :

✓ **Une manœuvre centralisée** : l'aviation doit être conduite dans une seule main car un avion tout seul ne fait pas grand-chose. Seule la projection massive de la force aérienne est efficace.

✓ **L'adaptation** de la stratégie en fonction des buts de guerre définis par le pouvoir politique et des forces en présence.

Tempête du désert m'a apporté deux énormes satisfactions : celle de n'avoir perdu aucun des miens du fait des opérations militaires et d'avoir aidé mon camarade de l'armée de terre à faire de même ; puis celle de démontrer que, grâce à un emploi intelligent de l'armée de l'air, les opérations ont été parfaitement conduites et les buts de guerre atteints. Oublier l'apport des forces aériennes est une erreur qui ne pardonne pas.

Général (2S) Jean Rannou

Je demanderai au général Fleury, notre « ancien », quels sont les changements qui, selon vous, sont intervenus depuis vingt ans dans les opérations aériennes ?

Général (2S) Jean Fleury

L'arrivée du *Rafale*, avion totalement polyvalent, représente pour moi le premier grand changement, en offrant une souplesse d'emploi pour laquelle se battait déjà, on peut le dire, Clément Ader. Deuxièmement, nous avons commencé à travailler en réseau, ce qui constitue un autre vrai changement.

J'en profite pour encourager tous les officiers moins âgés que moi à prendre la plume pour expliquer à quoi sert l'armée de l'air. En outre, mettre par écrit sa pensée constitue sans doute une bonne manière de l'affiner. ●